

UNIVERSITÉ SORBONNE NOUVELLE
PARIS 3

ED 625 – MONDES ANGLOPHONES, GERMANOPHONES,
IRANIENS, INDIENS ET ÉTUDES EUROPÉENNES

EA 4399 – CENTER FOR RESEARCH ON THE
ENGLISH-SPEAKING WORLD

THÈSE DE DOCTORAT EN ÉTUDES ANGLOPHONES

Jeanne BOITEUX

**“A Work Worthy of a Dignified
Citizen.”**

*The Pursuit of Economic Citizenship in the Women’s
Educational and Industrial Union of Boston
(1877-1920)*

Thèse dirigée par Madame
Hélène Quanquin, Professeure des Universités

Soutenue le 4 décembre 2023

Résumé substantiel (508 pages)

Jury :

Mme Hélène QUANQUIN, Professeure, Université de Lille (Directrice)

Mme Agnès DELAHAYE, Professeure, Université Lumière Lyon 2 (Rap-
portrice)

M. Guillaume MARCHE, Professeur, Université Paris-Est Créteil (Rap-
porteur)

Mme Évelyne PAYEN-VARIÉRAS, Maîtresse de conférences, Université
Sorbonne Nouvelle

Ms. Lara VAPNEK, Professor, St. John’s University

M. Jean-Christian VINEL, Professeur, Université de Paris

Abstract

“A Work Worthy of a Dignified Citizen”: The Pursuit of Economic Citizenship in the Women’s Educational and Industrial Union of Boston (1877-1920).

This dissertation examines changing ideas of economic independence amid the white, middle-class reformers who sympathized with the American woman’s suffrage movement. Through a case study of the Women’s Educational and Industrial Union (WEIU) of Boston, this study highlights the “practical” efforts that such women undertook to enhance self-supporting women’s access to education and jobs, in a more expansive complement to suffragist activism. From 1877, when this class-bridging organization was founded, to 1920, when the US Congress removed gendered barriers to the right to vote, my project investigates the actors who worked to redefine perceptions of white, middle-class women’s paid work in a belief that this would help bring about their emancipation. The WEIU stood out from other female-led organizations like settlements and social clubs because of its early interest in developing the template for an urban institution with a self-supporting fundraising model. The affluent volunteers who ran the WEIU’s restaurants and shops fashioned a career in philanthropic business, endeavoring to create opportunities both for themselves and for Boston’s women. Treating the organization’s programs as the tangible expressions of ideas about women’s social and political roles, I trace the story of their attempt to redress gender-based economic inequalities and analyze the class-based conception of independence that they embraced. All the chapters in this dissertation highlight how the WEIU constructed solidarity between women and rejected top-down, hierarchical notions of benevolence by championing, instead, what they called “cooperation,” even as this purported inclusivity actually concealed a rather narrow vision of politicized womanhood.

KEYWORDS: women’s rights; women’s associations; philanthropy; economic citizenship; cooperation; entrepreneurship; Progressivism.

Résumé

“Un emploi digne d’une honnête citoyenne” : la recherche de la citoyenneté économique au sein de la Women’s Educational and Industrial Union de Boston (1877-1920).

Cette thèse porte sur la façon dont les réformatrices de la classe moyenne blanche américaine, également sympathisantes du mouvement suffragiste, concevaient l’indépendance économique. Par le biais d’une étude de cas de la *Women’s Educational and Industrial Union* (WEIU) de Boston, l’ouvrage met en lumière les efforts “pragmatiques” que ces femmes ont déployés pour améliorer l’accès des femmes à l’éducation et à l’emploi, vus comme complément à la campagne pour le droit de vote. De 1877, date de la fondation de la WEIU, et jusqu’en 1920, quand le Congrès permit l’accès des femmes au droit de vote, nous étudions les agentes d’une redéfinition de la perception de l’activité rémunérée par les femmes de la classe moyenne blanche. La WEIU se distingue d’autres organisations féminines contemporaines comme les clubs ou les settlement houses par ses efforts précoces pour établir le modèle d’une nouvelle institution urbaine dont le financement serait autonome. Les volontaires aisées qui géraient les restaurants et boutiques de la WEIU se sont ainsi créés une carrière commerciale aux accents philanthropiques, avec la volonté d’ouvrir des portes aux autres femmes de Boston. En considérant les programmes de la WEIU comme l’expression tangible d’idées sur la place que devaient occuper les femmes dans la société comme en politique, nous retraçons l’histoire de ses tentatives économiques pour corriger les inégalités de genre. Nous analysons également l’élaboration, socialement située, d’une nouvelle conception de l’indépendance féminine. Tout au long de la thèse, nous décrivons la façon dont la WEIU modelait une solidarité entre femmes qui rejetait les relations hiérarchiques descendantes ayant cours dans les oeuvres caritatives, au profit de liens de “coopération” – quand bien même cette volonté d’ouverture dissimulait une vision relativement étroite de la féminité politisée.

MOTS-CLEF: droits des femmes; associations féminines; philanthropie; citoyenneté économique; coopération; entrepreneuriat; Progressivisme.

Résumé substantiel (français)

Le 6 mai 1885, Horticultural Hall, à Boston, fut le théâtre de l'assemblée annuelle de la *Women's Educational and Industrial Union* (WEIU), une occasion pour cette association féminine de réforme sociale de faire le bilan des oeuvres charitables de l'année écoulée. Le gouverneur du Massachusetts, George Robinson, leur conférait par sa présence une sanction officielle. La presse n'était pas en reste. Dans les pages du *Boston Daisy Advertiser*, l'association était félicitée pour avoir rempli la « mission pragmatique » qu'elle avait revendiquée : « devenir pour les femmes, quelle que soit leur situation, un moyen d'aide, de protection, d'élévation, de développement, en fonction des besoins de chacune ». Dans les années qui suivirent sa fondation en 1877, la WEIU reçut une attention uniformément positive de la part de la presse. Son programme d'aide juridique, son bureau de placement, la campagne qu'elle menait contre les offres d'emploi frauduleuses, ainsi que les conférences sur l'hygiène et les nombreux cours du soir qu'elle donnait apportaient une aide matérielle aux femmes de la ville.

Le qualificatif « pratique » visait à distinguer l'Union des femmes des organisations suffragistes militantes, elles-mêmes tournées en dérision par des journalistes qui estimaient leurs préoccupations déconnectées de la réalité de la vie courante. Cependant, alors même que la presse de Boston s'empressait de qualifier les activités de la WEIU de « charité pragmatique », deux suffragistes de premier plan devaient également assister à la réunion annuelle de 1885, mais ne purent finalement s'y rendre. La WEIU, qui faisait partie d'un maillage serré d'associations féminines urbaines, entretenait des liens étroits avec la sphère suffragiste de Boston, même si elle ne se consacrait pas elle-même à la lutte pour le droit de vote des femmes.

La *Women's Educational and Industrial Union* se distinguait également de la myriade de cercles de prière, organisations chrétiennes, et associations réformistes des villes étatsuniennes par l'étendue de ses activités commerciales et par l'ouverture avec laquelle elle cherchait à améliorer la situation économique de ses membres, allant bien au-delà des ambitions des autres « clubs » féminins. La WEIU fut fondée en 1877, à une époque où fleurissaient les salons littéraires, alors le nouveau prototype des rassemblements féminins de la classe moyenne. Les années 1870 étaient également caractérisées par un mouvement national et local en faveur des droits légaux des femmes mariées, qui sous-tendait la mobilisation pour le suffrage féminin tout en redéfinissant la compréhension populaire de la relation des femmes à l'argent et à l'autosuffisance.

Dans ce contexte, il est donc frappant de lire le poème qu'une bénévoles de l'Union avait composé en 1882 pour une soirée sociale entre membres. « Je n'ose pas vous dire à quel point nous

sommes devenues fortes, ni vous donner le montant, / Mais ce sont des milliers et des milliers et des milliers de dollars que je vois sur notre compte en banque », s'enorgueillit une certaine Mme H. A. Upham dans un panégyrique amusé à ses pairs, à l'issue de l'assemblée annuelle de la WEIU. L'expression d'une telle jubilation devant la perspective de l'accumulation de capital était peu compatible avec les discours courants de l'époque sur la nature de la féminité, mais elle peut et doit être rattachée à des conceptions antérieures de l'(in)dépendance économique des femmes.

À partir des années 1830, la lutte de plus en plus ouverte pour les droits des femmes, qui s'articulait et s'articule encore souvent autour de la question du suffrage et de l'accès à la politique électorale, s'accompagnait également d'une nouvelle prise de conscience des handicaps économiques des femmes. Selon la doctrine juridique de *coverture*, issue du droit commun anglais, même blanches ou libres, les femmes étaient définies comme dépendantes en vertu du fait que le corps de la femme mariée était légalement la propriété de son mari.

Si certaines personnes fortunées eurent recours à des moyens juridiques pour contourner cette doctrine, ainsi que l'a montré Stephanie Jones-Rogers, le système juridique étatsunien était conçu de manière à refléter et à sanctionner les croyances relatives à l'incapacité des femmes à accéder au statut glorifié de productrice de richesse et protectrice de la nation. Alors même que l'idéal de la domesticité en venait, dans les années 1830, à dominer l'existence des femmes blanches de la classe moyenne, le pouvoir économique devint l'un des termes de la « question féminine », nom donné à la fin de cette décennie à un vigoureux débat public sur les rôles et les droits sociaux des femmes, qui « prenait diverses formes, du droit de la femme à disposer de son corps à son droit de vote ». Les conventions pour les droits des femmes organisées entre 1848 et 1860 furent l'occasion d'énumérer toute une série de revendications, du vote et des droits des femmes mariées à l'égalité salariale. La convention de Rochester, tenue quelques jours seulement après la célèbre convention de Seneca Falls de juillet 1848, mit par exemple l'accent sur les droits économiques. Le droit de vote était une revendication controversée parmi d'autres, qui fut d'abord été considérée comme faisant partie d'un programme bien plus large. Ce n'est que progressivement dans les années 1850, puis plus définitivement à la fin de la décennie 1860, que de nouvelles organisations suffragistes indépendantes désignèrent le bulletin de vote comme une garantie possible pour l'obtention d'autres droits. Ce changement s'expliquait par le délitement de la coalition féministe-abolitionniste, le fruit de fissures de longue date entre les composantes « féministe » et « abolitionniste » de cette dernière, ainsi que d'après disputes sur le droit de vote des hommes noirs dans le contexte de l'abolition de l'esclavage.

L'historienne Ellen DuBois a soutenu avec force que le mouvement suffragiste indépendant qui vit le jour après la guerre de Sécession fut façonné en grande partie par l'incapacité de ses principales militantes à s'allier avec les femmes des classes populaires. Les têtes de file autoproclamées du mouvement suffragiste, Elizabeth Cady Stanton et Susan B. Anthony, tentèrent en vain d'enrôler les femmes typographes de New York. Elles avaient été sollicitées par un petit groupe d'ouvrières qualifiées, qui cherchait du soutien face aux hommes de la profession. En 1868, Stanton et Anthony fondèrent alors la *Working Women's Association* (WWA), une sorte d'organisation syndicale destinée à « rassembler les femmes salariées afin de contester le pouvoir syndical que les hommes avaient sur elles ». La WWA émanait à la fois de suffragistes et d'ouvrières et fut un symbole de leurs convictions proto-féministes communes. Sa disparition, due en grande partie à l'incapacité des suffragistes à comprendre la position de classe des typographes, entérina la position dominante des femmes de la classe moyenne dans le mouvement suffragiste.

Dans ses travaux ultérieurs, qui portent sur le militantisme de la fille d'Elizabeth Cady Stanton, Harriot Stanton Blatch (1856-1940), Ellen DuBois affine l'argument selon lequel il existait un lien entre le programme abolitionniste et féministe de Stanton d'avant-guerre, et l'engagement socialiste que prit Blatch dans les années 1900 et 1910, dans ses tentatives pour convertir les ouvrières au suffragisme. DuBois soutient que la compréhension globale et globalisante que les suffragistes d'avant-guerre avaient des discriminations subies par les femmes subit, durant les décennies suivantes, un « processus d'adaptation et de modernisation ». L'aboutissement de ce processus fut l'adoption par Harriot Stanton Blatch d'une rhétorique d'inclusion qui fut mise au service de la mobilisation des ouvrières au sein du mouvement.

Il est notable que les spécialistes aient accordé moins d'attention à la période comprise entre l'engagement d'Elizabeth Cady Stanton dans les conventions féminines des années 1850 et celui d'Harriot Stanton Blatch dans la *Equality League of Suffrage Women* à partir de 1907. Cet oubli est en partie dû à ce que Nancy Cott identifie comme une tendance à confondre mouvement féministe, chronologie du mouvement pour le suffrage et vocabulaire du féminisme. Si certains auteurs superposent entièrement la « question féminine » et la campagne plus spécifique pour le droit de vote des femmes, les campagnes suffragistes des années 1870, 1880 et 1890 furent en revanche bien marquées par une compréhension claire mais diffuse des liens qui existaient entre différentes formes d'oppression, principalement celles liées à la classe et au sexe.

C'est précisément au cours de ces années que l'idée d'une *Women's Educational and Industrial Union* prit racine à Boston. Toutes les dirigeantes de la WEIU n'étaient pas suffragistes, mais celles qui l'étaient, comme Ellen B. Dietrick, présidente de la Boston Suffrage League (« ligue suffragiste de Boston »), considéraient « l'émancipation industrielle des femmes » comme un élément essentiel de leur libération. Dietrick ne pensait pas que la principale organisation suffragiste, à l'époque la *National American Woman Suffrage Association* (NAWSA), devait tendre uniquement vers l'obtention du droit de vote, mais plutôt embrasser des causes plus diverses. Ellen Dietrick réfutait l'idée que la NAWSA était une organisation à vocation unique. Elle affirmait en outre que la participation au débat public était un moyen essentiel pour les femmes d'affirmer leur statut de citoyennes : « Pour un groupe de femmes travaillant à la protection de leur droit à la parole en tant que citoyennes, il est particulièrement essentiel de prouver qu'elles sont aptes à bénéficier d'une telle protection, en prenant courageusement la parole lorsque l'occasion l'exige ». Selon cette perspective, puisque les femmes subissaient les conséquences de la politique économique menée par l'État, il en allait de leur devoir civique d'exprimer leur opinion à ce sujet.

Pour Ellen B. Dietrick, également membre de la WEIU, c'était en faisant le travail des législateurs, c'est-à-dire en participant aux débats et en s'engageant dans la vie publique, que les femmes (blanches) prouveraient leur « aptitude » à la citoyenneté. Dans un autre article, Dietrick se défendit contre des accusations selon lesquelles son soutien au suffrage municipal signifiait qu'elle-même était en fait l'une de celles qu'elle critiquait pour avoir « martelé » une unique revendication – le vote –, affirmant : « Dès le début, j'ai régulièrement conseillé à l'Association [suffragiste] du Massachusetts d'élargir ses lignes de pensée et de travail. J'ai constamment et publiquement insisté sur le fait qu'éveiller les femmes au mérite de toutes les questions publiques est vraiment la méthode la plus efficace pour obtenir leur émancipation légale ».

En écrivant ces lignes, peut-être Dietrick avait-elle à l'esprit son engagement dans l'« Union des femmes », car, en tant qu'une des directrices de la WEIU, elle consacrait son temps et son énergie à améliorer l'accès des femmes à l'éducation et au travail rémunéré et collaborait étroitement avec le conseil municipal de Boston pour les protéger des offres d'emploi frauduleuses. Par son propre exemple et celui de ses paires, elle préparait essentiellement les femmes à prendre part à la vie publique ; son bénévolat complétait donc essentiellement et tout naturellement son militantisme suffragiste. Kristy Maddux, dans son analyse de la rhétorique déployée par les femmes ayant participé à l'Exposition universelle de Chicago, identifie plusieurs modes inédits selon lesquels elles « pratiquaient » la

citoyenneté. L'un d'entre eux était la « participation économique » à la vie du pays, qui signifiait « trait[er] l'économie comme un domaine où exercer un engagement civique ».

En mettant en lumière les oeuvres de la *Women's Educational and Industrial Union* dans la période précédant la ratification du dix-neuvième amendement à la Constitution américaine (1920), cette thèse aborde la composante économique des revendications et des activités des suffragistes appartenant au courant principal, ou du moins le plus visible, du mouvement pour les droits des femmes – celui des femmes blanches des États du nord, dont les voix recevaient le plus de poids dans le tribunal de l'opinion publique, et dont la visibilité même leur octroyait de définir les termes du débat. Mieux comprendre les contours de celui-ci est la raison pour laquelle j'ai choisi de me concentrer sur ce sous-groupe particulier de femmes, alors même qu'une littérature secondaire solide l'a déjà examiné en détail.

Dans cette thèse, nous examinons l'évolution des idées des femmes blanches de la classe moyenne sur le travail rémunéré des femmes, ainsi que les termes de leur plaidoyer en faveur de l'indépendance économique dans le contexte d'une domesticité imposée. À travers l'étude de cas d'une association caritative caractérisée par son ouverture de classe et sa proximité à l'un des centres du suffragisme américain, cette thèse tente d'élargir notre compréhension actuelle du courant principal du mouvement pour les droits des femmes. Nous montrons comment les « travailleuses de la classe moyenne » blanche proches des milieux suffragistes cherchèrent à exploiter l'esprit d'entreprise, l'éducation professionnelle et l'émergence de nouvelles catégories d'emplois comme, dans ce qu'elles voyaient comme un complément nécessaire à la fois de l'obtention du droit de vote, et du progrès social au sens large. Nous démontrons que, bien qu'elle ait pu être l'expression plutôt marginale de ce que l'historienne Kimberly Hamblin nomme « un discours alternatif sur les droits des femmes », la campagne lancée par les *Women's Educational and Industrial Unions* de Boston et d'autres villes a sous-tendu le mouvement pour le suffrage dans une mesure qui complexifierait le récit selon lequel, après la guerre de Sécession, le vote devint la seule revendication significative des mouvements proto-féministes, du moins jusqu'à la création de la *Equality League of Suffrage Women*.

Que pensaient les femmes de la WEIU de ce que l'indépendance matérielle pouvait apporter aux femmes – et à quelles femmes – et comment militèrent-elles pour cela, dans l'ombre du mouvement pour le suffrage ? Qu'espéraient les femmes de la WEIU que le travail féminin rendrait possible, qu'il fût rémunéré ou non, et comment ces points de vue furent-ils matérialisés par les programmes qu'elles défendirent et financèrent ? Suivant le travail et l'interprétation des historiennes Lara Vapnek et Sarah

Deutsch, cette thèse attire l'attention sur la notion d'indépendance, nécessairement définie par le genre et la classe sociale, que ces premières féministes de Nouvelle-Angleterre élaborèrent pour justifier leur participation à la politique locale et à la vie de la communauté.

Dans une lettre adressée à Susan B. Anthony, la première présidente de la *Working Women's Association*, elle-même typographe de métier et épouse d'un ouvrier qualifié, exprimait l'espoir de pouvoir réconcilier deux approches potentiellement complémentaires du mouvement pour le suffrage : « Nous pouvons faire en sorte que la théorie et la pratique aillent de pair [...] en travaillant en étroite collaboration avec nos convictions ». La « pratique » du suffragisme pourrait trouver des échos dans le travail de la WWA et d'autres organismes pour l'émancipation des travailleuses, tant du point de vue de l'inégalité sexuelle sur le marché du travail que de la dépendance à l'égard des parents masculins. La WEIU, comme nous le verrons, est également un terrain fructueux pour étudier la campagne « pratique » ou « pragmatique » en faveur des droits des femmes.

L'étude de cas : pourquoi la WEIU ?

Au XIXe siècle, la ville de Boston était bien connue comme un foyer d'activisme féministe et abolitionniste. L'ouvrage de référence de Keith E. Melder sur le mouvement étatsunien pour les droits des femmes met en lumière les « femmes radicales de Boston ». Après la fin de la guerre de Sécession et l'abolition de l'esclavage, le mouvement abolitionniste se dispersa et de nombreux militants et militantes recentrèrent leur énergie sur d'autres projets.

La *Women's Educational and Industrial Union* est une émanation du *New England Woman's Club* (NEWC), l'un des premiers « clubs » ou salons littéraires féminins du pays, créé en 1866. Les femmes des classes moyenne et supérieure du nord-est transposaient alors dans la vie associative l'élan acquis par leur participation caritative à l'effort de guerre. Après plusieurs années d'engagement au sein du NEWC, un groupe de membres dirigé par le médecin Harriet Clisby décida de créer leur propre organisation. La génération fondatrice de la WEIU était composée d'un groupe éclectique d'anciennes militantes abolitionnistes blanches, de femmes appartenant à la caste des « Boston Brahmin », c'est-à-dire la haute société de Boston, et de quelques-unes des premières femmes médecins et avocates du Massachusetts. En l'espace d'une cinquantaine d'années, l'association se fit connaître localement pour la qualité de la nourriture et des produits qu'elle vendait dans ses différents magasins. Ce réseau commercial comprenait une boulangerie, un restaurant, un « Food Shop », une fabrique de crème glacée, et une « Cake Kitchen ». À l'instar des « Woman's Exchanges » d'autres villes, plusieurs

magasins gérés par la WEIU offraient à des productrices un endroit où vendre des aliments et des produits faits maison. Comparée à la myriade d'organisations philanthropiques, caritatives et réformatrices qui fleurissaient à Boston pendant l'ère progressiste, la WEIU connut un succès remarquable. Aujourd'hui, elle fonctionne sous un autre nom et n'est plus une organisation de femmes, mais le fait qu'elle n'ait jamais cessé ses activités philanthropiques en fait une exception intrigante.

Nous commençons cette étude en 1877, année de la fondation de la WEIU, et nous l'achevons en 1920, lorsque les femmes blanches concentrées au sein de la WEIU obtinrent le droit de vote. Les modalités de l'engagement politique de la WEIU et le sens donné à ses activités furent nécessairement influencés par les changements matériels et psychologiques entraînés par le succès de la campagne pour le suffrage. En outre, dans les années 1920, les associations féminines, qu'il s'agît de ligues suffragistes ou de clubs à vocation plus large virent leur pouvoir de lobbying s'éroder du fait de la mobilisation électorale des femmes par et à travers les partis politiques déjà établis. En 1920, l'Union n'était également plus une organisation d'entraide entièrement bénévole ; elle était désormais dirigée par des professionnelles rémunérées et était devenue un collaborateur de confiance du conseil municipal.

L'Union des Femmes remplit plusieurs critères qui en font un sujet de choix pour une étude de cas. Tout d'abord, il s'agissait d'une organisation relativement importante, durable et influente, qui atteignit rapidement le millier de membres. C'est peut-être pour cette raison qu'il existe une multitude de sources documentant minutieusement la façon dont l'organisation fut gérée pendant des décennies. Il est donc possible de brosser un tableau détaillé des canaux de financement de l'Union, de la manière dont elle gérait ses programmes sociaux, ainsi que de la façon dont les cadres et les employées considéraient leurs propres activités. En tant qu'organisation réformatrice animée par de grands idéaux sur ce que devaient être les possibilités économiques ouvertes aux femmes, la WEIU nous offre l'occasion d'examiner la manière dont certains principes spécifiques pourraient être transposés dans des programmes sociaux expérimentaux. L'importance de la WEIU peuvent également se mesurer à l'aune de la création de sections dans d'autres villes du nord-est et dans le reste du pays, un élan encouragé par les fondatrices de Boston.

À mesure de l'émergence du mouvement des clubs féminins, la WEIU devint également influente par ce biais, grâce à ses liens personnels avec la Fédération générale des clubs de femmes, créée en 1890 pour rassembler les centaines de clubs qui se réunissaient dans les salons des Américaines de la classe moyenne, d'abord à des fins d'éducation personnelle et, au tournant du siècle,

pour tenter de réformer la société. Le *Federation Bulletin*, qui devint l'organe de la Fédération, fut édité et publié par deux femmes de la WEIU. Leurs articles mensuels portant sur l'association pouvaient toucher, par ce biais, des dizaines de milliers de femmes à travers le pays. Ces publications constituaient une note progressiste discordante dans le monde encore relativement socialement conservateur des clubs. L'Union était un cas isolé, mais on pourrait aussi le considérer comme un indicateur des tendances qui allaient affecter la mouvance des clubs dans son ensemble.

Dans le centre-ville de Boston, également, l'Union constituait un lieu de rencontre physique et intellectuel pour des femmes de générations et de niveaux d'éducation différents. Les membres les plus âgées étaient issues des élites de Nouvelle-Angleterre et des cercles réformateurs bostoniens d'avant-guerre. Elles se mêlaient à des médecins, des infirmières et quelques avocates, et fréquentaient en outre les professeurs des cours du soir de l'Union, les jeunes diplômées de l'université de plus en plus souvent embauchées comme secrétaires, gérantes et directrices, de la WEIU, ainsi que les vendeuses, les couturières et les modistes, les logeuses, les comptables, les esthéticiennes et les entrepreneuses de tous horizons liées à l'Union soit parce qu'elle les employait, soit parce qu'elles avaient recours à l'un de ses nombreux services, ou les deux à la fois. Des historiens tels que David Huysen ont mis en évidence l'utilité d'étudier les points de contact entre membres de différents groupes sociaux. Ce sont autant de points de départ pour l'étude des différences de valeurs culturelles, en particulier dans une société économiquement polarisée comme celle du Gilded Age étatsunien, cet « âge doré » caractérisé par la montée rapide des inégalités.

Aucune monographie n'a encore été publiée sur les activités de la WEIU, contrairement à d'autres grandes organisations féminines nationales actives au cours de cette période, comme la *Woman's Christian Temperance Union* (WCTU), la *Young Woman's Christian Association* (YWCA) ou la *Women's Trade Union League* (WTUL). Deux articles d'histoire régionale rédigés à la fin des années 1980 et dans les années 1990 dressent un rapide portrait des WEIU de Boston et de Buffalo. Ce sont essentiellement des récits de progrès qui célèbrent des collaborations typiquement progressistes entre la philanthropie féminine et les autorités municipales. D'autres chercheuses ont choisi de se concentrer sur les programmes menés conjointement par la WEIU et une autre organisation. Ainsi, en 1992, Margaret Dollar a rédigé une thèse sur la collaboration de la WEIU avec l'*Association of Collegiate Alumnae* (ACA), couvrant en particulier le développement de leur programme commun d'orientation professionnelle dans les années 1910 et 1920. La même année, Sarah Deutsch publiait un article comparant trois organisations féminines de Boston, la WEIU, la *Fragment Society* (1812) et Denison

House, un « settlement house » (1892). Cet ouvrage sera intégré dans *Women and the City* (2000), une étude plus approfondie sur la façon dont les membres des clubs féminins, les « nouvelles femmes » ambitieuses ayant fait des études universitaires, les ouvrières de l'industrie et les opératrices téléphoniques naviguaient un Boston en mutation, contestant à la fois l'autorité masculine et la conception qu'avaient les unes et les autres de l'indépendance. Plus récemment, l'article de Nicholas William sur la *New England Kitchen* (NEK) de la chimiste Ellen Richards, une cuisine publique que l'Union racheta en 1907, examine comment les réformatrices tentaient d'américaniser les nouveaux immigrants en leur vendant des plats bon marché mais nutritifs typiques de la Nouvelle-Angleterre.

L'approche par programme est en fait la façon principale dont les chercheurs ont abordé la WEIU, mettant délibérément l'accent sur un programme ou une expérience au détriment des autres ou d'une vision globale. Ces représentations variées et parfois contradictoires de la *Women's Educational and Industrial Union* suscitent à elles seules la curiosité de la chercheuse. La WEIU est une présence insaisissable dans d'autres ouvrages, comme le portrait que dresse Lorine Swainston Goodwin des « militantes et militants pour une alimentation, des boissons et des drogues saines », dans lequel l'association est dépeinte comme un défenseur notoire de ces causes. L'ouvrage de référence de Maureen Flanagan sur la période progressiste offre une description rapide mais sans doute parmi les plus exactes de ce qu'était la WEIU. « Des WEIUs sont apparues dans d'autres villes, comme à Boston (1877) et à Los Angeles (1888), pour mettre en relation les femmes de la classe moyenne et de la classe ouvrière, de manière à améliorer les conditions de vie de ces dernières », écrit-elle ainsi. À l'instar de Flanagan, Nancy Dye Schrom, dans son histoire de la *Women's Trade Union League* – elle-même née de l'imagination de plusieurs directrices de la WEIU –, souligne le caractère « interclasse » de l'organisation et l'accent qui y était mis sur les conditions de travail des femmes. Le fait que la littérature existante nous offre une vision aussi kaléidoscopique de l'Union des femmes doit beaucoup à la variété des programmes qui y furent élaborés et expérimentés, au grand degré d'autonomie dont jouissaient ses différents comités, et à une première constitution très ouverte et adaptable.

Consacrer une monographie à cette organisation peut nous aider à comprendre la nature de ses idées et la raison de leur popularité durable, nous donnant ainsi un aperçu de celles du mouvement des droits des femmes dans son ensemble. Les idées défendues par la WEIU ne furent peut-être pas largement partagées, en tout cas initialement – que nous suggère, à ce sujet, l'existence de plusieurs sections à travers le pays ? – mais elles finirent par l'emporter, non pas dans leur version la plus radicale, mais par la tolérance généralisée à l'égard des études longues et du travail salarié, même des

femmes blanches aisées. Fondamentalement, l'organisation interne hautement « efficace » ou « pragmatique » adoptée par la WEIU à la fin des années 1890 et dans les années 1900 mérite d'être étudiée pour ce qu'elle nous apprend sur la participation des femmes à la politique locale par le biais des associations à but non lucratif.

L'Union avait pour objectif d'apporter quelque à (presque) toutes les femmes. Si l'existence d'une sororité universelle était la justification initiale de leurs activités, elle céda progressivement le pas à l'idée que les femmes, tout comme les hommes, devaient jouir d'une véritable égalité des chances sur le marché de l'éducation et du travail. Les femmes de la WEIU considéraient que la participation économique des femmes à la vie de la cité était une partie intrinsèque de leur appartenance au corps social.

La citoyenneté économique : un concept pour l'analyse

L'historienne Lori Ginzberg définit la citoyenneté comme « englobant divers droits et obligations déterminés par des formes juridiques » et montre que les femmes étatsuniennes blanches du XIXe siècle « ne la vivaient pas de la même manière que leurs parents masculins ». Au cours des années 1820 et 1830, alors que les restrictions censitaires disparurent de la constitution de la plupart des États et que davantage d'hommes blancs purent bénéficier du droit de vote, les tentatives visant à élargir davantage l'accès à la politique électorale se heurtèrent à une farouche opposition lors des conventions constitutionnelles. Selon l'analyse de Ginzberg, la citoyenneté n'est pas un statut juridique purement abstrait, mais un sentiment d'appartenance à la nation qu'il est nécessaire d'historiciser, puisqu'il est susceptible d'être influencé par des facteurs tels que le sexe, la « race » (au sens étatsunien du terme), la religion et l'état civil ; à cette liste, nous devrions ajouter le statut économique.

Alice Kessler-Harris définit la citoyenneté économique comme « une autre forme de citoyenneté, plus cachée » et l'utilise comme indicateur de « l'obtention d'un statut indépendant et relativement autonome », une source de dignité personnelle qui définit la participation dans une société démocratique telle que les États-Unis. Les Américaines du début du XXe siècle, même si elles ne pouvaient encore pas légalement voter dans la majorité des États, souffraient également de discrimination au niveau de l'accès à l'enseignement professionnel et supérieur, de salaires inégaux pour un travail équivalent, et de l'hostilité d'une partie des syndicats masculins. Des chercheuses comme Ruth Milkman et Alice Kessler-Harris ont étudié les paramètres qui guident les processus de

ségrégation professionnelle et de définition des salaires, et ont montré comment ces processus sont déterminés par des facteurs extérieurs à l'économie de marché, comme les mœurs.

La citoyenneté économique est un outil utilisé par les historiens, les sociologues et les anthropologues pour étudier la relation de l'individu au corps social sous l'angle des droits conférés aux citoyens. Depuis l'ouvrage fondateur que publia le sociologue T. H. Marshall en 1950, une définition scientifique largement répandue de la citoyenneté comprend des composantes civiques ainsi que politiques et sociales. Marshall a utilisé le concept de « citoyenneté sociale » pour décrire comment, avec l'avènement de l'État-providence dans plusieurs pays d'Europe occidentale au cours du XXe siècle, des droits « sociaux » se sont ajoutés aux droits civiques et politiques plus anciens dont jouissaient les citoyens. Au moment où Marshall écrivait cet ouvrage, il pouvait observer que le statut accordait au citoyen l'accès à certaines ressources, principalement les aides sociales, les retraites de l'État et les allocations de chômage. Écrivant plus tard, des chercheuses étatsuniennes comme Alice Kessler-Harris ont fait valoir que la citoyenneté « économique » était une sous-catégorie distincte de la citoyenneté sociale, en raison de son importance dans différents États, et notamment aux États-Unis. Comme l'a montré Meg Jacobs, au début du XXe siècle, ce n'était pas seulement en tant que producteurs que les Américains pouvaient gagner du crédit social : l'indépendance économique devint à cette période politiquement saillante, non seulement à la lumière de ce qui la rendait possible – le salaire – mais en termes de ce qu'elle permettait : l'acte d'achat. Être citoyen étatsunien, dans les années 1920, n'impliquait plus simplement de se rendre aux urnes, mais également de voter avec son portefeuille, de participer de plein droit à la nouvelle société de consommation.

S'appuyer sur un cadre théorique défini par la citoyenneté économique signifie s'interroger sur la mesure selon laquelle l'égalité d'accès au marché du travail, l'égalité salariale et le pouvoir d'achat peuvent être essentiels à la définition des individus en tant que citoyens. Quelles sont les conséquences sociales et civiques d'être identifiée ou perçue comme produisant de la valeur économique ? De quelle manière les travailleurs exploitent-ils rhétoriquement leur productivité pour exiger de nouveaux droits ? Ce sont des questions que le concept de « citoyenneté économique » permet de sonder.

Sources : archives institutionnelles, personnelles, et numériques

Cette thèse s'appuie principalement et essentiellement sur les archives de la Women's Educational and Industrial Union qui sont conservées à la bibliothèque Schlesinger de l'Université Harvard, à Cambridge (Massachusetts). C'est en 1955 que fut fait don du premier fonds. Ce dernier porte les

traces d'un catalogage minutieux effectué par les propres membres et historiennes de la WEIU, des femmes comme Cornelia James Cannon (1876-1969) et S. Agnes Donham (1871-1959). Ces dernières, ou d'autres membres de l'association, rassemblèrent des échantillons des formulaires et documents administratifs qui étaient utilisés couramment par le personnel de l'organisation entre 1905 et 1915, les différents dépliants et brochures envoyés aux futures membres dans le cadre de campagnes de sensibilisation, ainsi que des documents divers qui témoignent de la vie quotidienne des employées de la WEIU – des poèmes, des dessins et des collages qu'elles ont réalisés lors d'occasions spéciales. Les albums du type que j'ai trouvé entiers (dans les archives secondaires de la WEIU) ou mis en forme par des archivistes ultérieurs (comme dans la collection principale) étaient assez courants dans la vie des femmes du tournant du siècle. Ces albums constituaient d'importants témoignages de l'histoire et des succès des organisations féminines. Ce que ces documents m'ont d'abord suggéré, c'est la complexité et le professionnalisme surprenants de la mécanique interne de l'Union des femmes du début du XXe siècle. Des formulaires vierges pour l'achat de fournitures, des échantillons de lettres adressées aux clients, des factures diverses – tout cela évoquait davantage le monde de l'entreprise que celui du bénévolat. Les archives contenaient également de nombreuses études rédigées par les chercheuses de la WEIU, souvent en collaboration avec le *Massachusetts Bureau of Labor Statistics*.

Bien que ces sources m'aient aidée à retracer soigneusement le contenu des programmes de la WEIU au fil du temps, la plupart de ces documents ne remontent pas aux toutes premières années de l'organisation, c'est-à-dire à la fin des années 1870 et dans les années 1880. Pour traiter de cette période, je me suis principalement appuyée sur les rapports annuels de l'organisation, composés des rapports des divers comités tels qu'ils étaient lus aux membres réunis lors de l'assemblée annuelle. J'ai également fouillé dans les procès-verbaux du Conseil administratif, auxquels se sont joints, après 1904-1905, ceux du Comité exécutif nouvellement formé, afin de suivre l'évolution de la structure interne.

À ces ressources, j'ai adjoint les archives personnelles de certaines des personnes associées à la WEIU, telles l'éducatrice Mary Coes (1861-1913), la chercheuse Louise Marion Bosworth (1881-1982), la bibliothécaire Ethel McLean Johnson (1882-indéterminé), ou la réformatrice Elizabeth Putnam Lowell (1862-1935). Comme le montrent les chapitres 5 et 7, à la fin des années 1890, l'Union intensifia sa collaboration avec d'autres sociétés de femmes et le conseil municipal de Boston. J'ai donc également eu recours à des archives institutionnelles. En raison des liens qu'entretenait la WEIU avec le gouvernement municipal et avec le *Bureau of Labor Statistics*, il était logique de consulter les

documents législatifs de la Bibliothèque de l'État du Massachusetts, ainsi que les copies numérisées des bulletins et des rapports publiés par les organismes gouvernementaux au cours de la période.

Les bases de données en ligne se sont également révélées essentielles à cette étude, fournissant quantité de documents d'archives numérisés. Grâce à la numérisation du recensement et des archives de presse, j'ai parfois pu reconstituer la vie de femmes dont les familles n'avaient jamais fait don de documents personnels à des centres d'archives comme la bibliothèque Schlesinger.

Enfin, comme je souhaitais étudier les idées des femmes qui dirigeaient, employaient et contribuaient à la WEIU de diverses manières, j'ai essayé de mieux comprendre leurs horizons intellectuels en me tournant vers les magazines et les livres qu'elles consultaient, ou pour lesquels elles exprimaient tout au moins un intérêt, puisqu'elles les avaient ajoutés à la bibliothèque de la WEIU. Dans des publications aussi diverses que le *Woman's Journal*, *Lend a Hand* ou *Good Housekeeping*, j'ai trouvé des articles qui étaient parfois directement référencés par les directrices ou les employées de la WEIU, d'autres dont elles étaient les auteures, ainsi que de nombreux autres textes qui, même si je n'ai aucune preuve qu'elles les avaient lus, contribuèrent à façonner l'environnement culturel de nombreuses autres femmes qui leur ressemblaient.

À bien des égards, la portée de cette étude a été limitée par l'absence de données qui auraient pu conduire à une analyse quantitative du profil des membres de la WEIU. Les listes des membres de l'association ne font pas partie de la collection de la bibliothèque Schlesinger ; il est probable qu'elles n'ont pas été conservées du tout. Il existe une liste exhaustive de toutes les femmes qui ont siégé aux différents comités de l'association, ainsi qu'un relevé partiel des employées de la WEIU sur cette période, mais ils ne nous apprennent rien sur les membres ordinaires – celles qui payaient les cotisations les plus basses – ni sur les bénéficiaires, hommes et femmes, de certains services de l'association. En raison des lacunes des archives et de leur caractère fragmentaire, il n'a pas été possible de déterminer la composition sociale exacte des autres catégories de personnes liées à la WEIU – celles qui en ont véritablement fait ce qu'elle était. La thèse porte donc en grande partie sur des données qualitatives et use de moyens indirects pour accéder à l'histoire personnelle de ces femmes.

Écrire l'histoire des idées d'une organisation féminine

Retracer la manière dont les dirigeantes de la WEIU adoptèrent et abandonnèrent leurs activités peut nous donner une idée de l'évolution de leurs idées sur les rôles de genre. En tant que tel, ce travail relève peut-être davantage de l'histoire des idées que de l'histoire sociale, ce qui explique pourquoi je

n'ai pas recours à la boîte à outils conceptuelle et analytique de la théorie des mouvements sociaux, telle qu'elle fut développée par les sociologues pour décrire les formes institutionnelles des groupes militants.

Les historien.ne.s des femmes et du genre, sans nécessairement se revendiquer historien.s des idées, ont été naturellement attirés par ce domaine. Ils et elles ont défendu l'idée que les croyances pouvaient avoir un impact tangible tant sur les systèmes politiques que sur la vie quotidienne. En raison de ses fondements théoriques, la théorie féministe est particulièrement compatible avec les méthodes de l'histoire des idées. Alice Kessler-Harris écrit ainsi que « la théorie féministe part de l'hypothèse selon laquelle les systèmes de croyances traditionnels à partir desquels le savoir est construit imposent des contraintes à la pensée, et que ces dernières ont des conséquences tangibles sur le comportement des individus. » Le postulat de base sur lequel la plupart, sinon tous les historien.s des idées pourraient s'accorder, est que les idées, étant le moyen principal par lequel nous donnons un sens au monde, sont des forces sociales puissantes. Ainsi l'historien des idées cherche-t-il à « restaurer un monde perdu, à fouiller ses ruines [...], à lever le voile » sur des modes de pensée qui déterminaient ce qui était jadis perçu comme naturel – ou, au contraire, impensable.

Cette approche théorique est également applicable au niveau individuel. D'autres chercheurs, en étudiant des individus radicaux et avant-gardistes, ont mis en lumière ce que signifie « aller à l'encontre d'un ensemble d'idées largement partagées sur les rôles de genre », que ce soit dans le monde des affaires ou dans l'arène politique. Lori Ginzberg est l'auteure d'une étude de microhistoire centrée sur une poignée d'individus, un groupe de six femmes du comté de Jefferson, dans l'État de New York. Analysant l'une des premières pétitions, peut-être la première, pour le droit de vote des femmes (1846), Ginzberg évoque le désir de rétablir les paramètres du cadre intellectuel de ses sujets.

Je me suis également inspirée de l'interprétation que l'historienne Leila Rupp donne au concept sociologique de « politique préfigurative », élaboré pour la première fois par Wini Breines, théoricienne des nouveaux mouvements sociaux, dans son étude de la « nouvelle gauche » étatsunienne. Rupp écrit que lorsque les militantes entreprennent une politique préfigurative, elles « expriment la conviction qu'en mettant en pratique le modes de vie qu'il appelle de ses vœux, un groupe peut, en fait, contribuer à transformer l'ordre établi ». Alors que le concept de politique préfigurative fut initialement appliqué aux manifestations étudiantes des années 1960, Rupp l'utilise pour caractériser les organisations internationales pacifistes féminines du début du XXe siècle et

montrer que leurs membres voyaient en elles des « modèles potentiels de ce que la société pouvait devenir ».

À la fin du XIXe siècle, à Boston et dans d'autres villes du nord-est des États-Unis, les femmes ont fondé des « Women's Educational and Industrial Unions » afin de rendre l'environnement urbain plus hospitalier aux femmes seules, remettant ainsi délibérément en cause un système social fondé sur l'idée d'un salaire familial masculin. Les gérantes du magasin de l'Union, en affirmant que les travailleurs, hommes comme femmes, devaient gagner un revenu fonction de leur efficacité, contredisaient ainsi directement l'idée largement acceptée selon laquelle les revenus des femmes étaient accessoires au salaire du père de famille – sans pour autant aborder le fait que *toutes* les femmes ne pouvaient pas le faire sur un pied d'égalité.

La WEIU et les femmes de Boston : quelle ouverture ?

L'Union s'était fixée pour objectif d'apporter quelque chose à (presque) toutes les femmes. Après tout, la devise de la WEIU était bien « l'union de toutes pour le bien de toutes ». Malgré ces intentions inclusives, dans la pratique, la WEIU était un groupe majoritairement blanc. Ses services religieux du dimanche après-midi, qui prétendaient cultiver une atmosphère œcuménique, ne virent intervenir des femmes catholiques et juives que plus de dix ans après leur conception. Compte tenu qu'être catholique, à cette période, signifiait souvent être issue d'une immigration populaire, cela suggérerait que peu des Irlandaises de Boston fréquentaient la WEIU. Les femmes noires, quant à elles, n'étaient pas formellement exclues, mais j'ai trouvé peu de preuves que la WEIU était tout sauf une association blanche, qui existait séparément de la communauté africaine américaine locale.

Des personnes isolées peuvent avoir rejoint l'Union, mais aucun effort systématique de recrutement ne fut jamais été entrepris. En 1907, l'Union aida une « Miss Alice J. M. Miller (col) » à trouver une maison de convalescence. Il s'agissait d'une professeure de musique, qui s'était blessée à l'épaule et au bras. Lors du recensement de 1910, Alice et sa mère Mary, modiste, veuve et chef de famille, étaient répertoriées comme « mulâtresses » ; les deux étaient explicitement déclarées travailler « pour leur propre compte » à leur domicile commun. Alice et Mary Miller étaient probablement des femmes noires à la peau claire. Comme enseignante et commerçante, elles auraient solidement appartenu à la classe moyenne noire de Boston.

Le niveau d'éducation et de revenus des Miller les séparait du reste de la population noire de Boston, influençant donc nécessairement leur relation avec une institution blanche comme la WEIU.

Au tournant du siècle, Boston avait développé une classe moyenne noire composée d'ecclésiastiques, d'artistes et d'une poignée d'artisans qualifiés, qui vivait à la périphérie d'une « bourgeoisie noire aux contours flous ». Après la guerre de Sécession, ces marchands et professionnels noirs appartenaient à une société mondaine exclusive, qui imitait le style de vie des classes blanches aisées, et revendiquait le leadership de la communauté noire tout en prenant ses distances avec ses institutions et services ségrégués, préférant le voisinage des Bostoniens blancs. Les femmes noires de Boston plus modestes avaient leurs propres organisations d'entraide et de charité, distinctes de celles des femmes blanches, et il ne semble pas y avoir eu beaucoup de points de contact entre elles. La population noire, environ 1,5 à 2 % des habitants de la ville, était une communauté autonome et soudée, mais non sans ses conflits ou divisions, qu'ils soient idéologiques ou de classe.

La complexité des relations qu'entretenaient les différentes composantes de la communauté africaine américaine de Boston avec la population blanche pourrait expliquer le silence des sources concernant d'éventuelles membres noires de la WEIU. L'association fut fondée en 1877, une période marquée par un relâchement des liens que le militantisme abolitionniste avait tissé entre les figures de proue du Boston noir et les militants blancs anti-esclavagistes dans les années 1830, 1840 et 1850. Sans cause commune et avec la conviction erronée que la population noire de Boston n'avait plus besoin de soutien, le groupe abolitionniste blanc prit ses distances.

Même si la réputation du Massachusetts comme havre de paix ou terre promise pour les Africains Américains reçut grande presse, l'après-guerre de Sécession fut caractérisé par ce que l'historien George Levesque a qualifié d'« antithèse judiciaire-législative en ce qui concerne les droits des Noirs ». Les décisions de justice n'étaient que rarement appliquées. Des coutumes discriminatoires restaient une part importante de la vie des noirs de Boston, des attitudes qui furent difficiles à appréhender, dans le cadre des activités de la WEIU.

Tout comme les suffragistes, les femmes de la WEIU postulaient une humanité ou une sororité partagée qui reposait sur les expériences d'un sous-ensemble très spécifique de femmes. Elles négligeaient celles qui ne partageaient pas les caractéristiques implicitement établies par les fondatrices de l'association comme étant « universelles ». L'association ne semblait donc pas avoir pris la mesure des discriminations à l'emploi dont souffraient les femmes noires, des conditions aggravées par la concurrence croissante avec les immigrantes irlandaises pour les postes de domestique.

Malgré ces réserves nécessaires, il faut noter que les femmes de la WEIU œuvraient pour un rapprochement de classes à une époque où peu d'organisations féminines cherchaient à rassembler, sur

un pied d'égalité, les « filles » des classes populaires et les femmes aux revenus plus élevés. Si la sororité, ou « le terreau commun de la féminité », étaient la justification initiale des activités du groupe, ces derniers cédèrent la place à l'idée selon laquelle les femmes, tout comme les hommes, devaient bénéficier d'une véritable identité des chances. Cette thèse étudie les processus par lesquels ces croyances sont nées et comment elles ont été déployées, quand bien mêmes elles pouvaient être myopes ou excluantes.

Résumé des chapitres

Cette thèse est divisée en sept chapitres, chacun traitant d'un type de programme ou d'un aspect du fonctionnement de la WEIU. Ce format thématique comportant un risque de répétition, les chapitres ont été organisés selon un ordre chronologique lâche.

Le chapitre 1 commence par le cœur des programmes de l'Union : les cours et les conférences que ses fondatrices organisaient pour enseigner aux femmes les compétences qui leur permettraient de gagner leur vie, le bureau pour l'emploi qui proposait de mettre en relation les employeurs avec des femmes cherchant du travail, et le « Woman's Exchange », un marché pour la vente de biens fabriqués par ces femmes pour qui, pour des raisons de santé, de famille ou de respectabilité, ne trouvaient pas de travail en dehors de leur foyer. Le « Woman's Exchange » tel qu'il fut créé à Philadelphie était conçu comme une façon pour les patriciennes désargentées de gagner un revenu. La WEIU repensa ce modèle pour en faire un tremplin vers l'entreprenariat. La première mission de l'association était d'améliorer l'accès des femmes instruites et qualifiées à l'éducation et à l'emploi. Ses fondatrices croyaient fermement qu'il était possible d'ouvrir des portes aux femmes à la fois dans les professions établies et dans de nouveaux domaines d'activités comme le travail de secrétariat. Elles affirmaient la nécessité et la dignité du travail rémunéré pour les femmes et mirent ainsi en œuvre plusieurs programmes pour atteindre ces objectifs.

S'appuyant sur l'histoire du « Woman's Exchange » et sur le soutien qu'il apportait aux femmes qui œuvraient à domicile, le chapitre 2 offre un aperçu de la vie et des carrières de quatre commerçantes ayant entretenu des relations avec le WEIU, la productrice de lait Charlotte Barrell Ware, les propriétaires de salon de thé Louise et Helen Greene, et la restauratrice Bertha Stevenson, qui étaient toutes intégrées dans une « économie féminine » philanthrope. En plus de leur bénévolat, elles dirigeaient des entreprises prospères. Leurs portraits montrent comment, à partir de la fin des années 1890, les diplômées de l'université s'appuient sur des réseaux philanthropiques et associatifs pour

lancer leur carrière, les renforçant par la suite. Le petit nombre de diplômées qui suivirent la voie tracée pour elles par la WEIU, se détournant de l'enseignement au profit du commerce, avaient un profil similaire. S'appuyant sur des activités perçues comme féminines pour se créer des niches commerciales, elles défendirent leurs convictions personnelles dans leur carrière. Ware, les sœurs Greene, et Stevenson défendaient la cause du lait et de l'alimentation sains et purs et de meilleures conditions de travail pour les femmes, depuis leur position de chef d'entreprise. Elles partageaient également un intérêt pour l'éducation, y compris celle du « public », et une profonde croyance en leur responsabilité envers la société en tant que femmes éduquées.

Plusieurs officiers de la WEIU étaient, comme Mary Morton Kehew, les épouses et les parents de riches marchands et industriels. Sous sa tutelle, du milieu des années 1890 au milieu des années 1900, l'organisation adopta progressivement les codes de l'entreprise. La comptabilité occupait de plus en plus les pensées des dirigeants changeants du syndicat : de bénévoles, une majorité d'entre elles étaient devenues, dans les années 1910, des officiers salariés gérant plusieurs centaines d'employés sous contrat avec la WEIU. Le chapitre 3 examine les activités de gestion des femmes de l'Union, l'évolution de leurs techniques de collecte de fonds et de réclame, ainsi que les termes selon lesquels elles adoptèrent le principe progressiste d'« efficacité ». Alors que la génération des fondatrices n'était pas toujours bien au fait des procédures parlementaires et des méthodes de comptabilité, entre 1900 et 1910, l'Union devint une organisation de grande taille, nécessairement dotée d'une architecture complexe et en constante évolution. Ce chapitre retrace la manière dont les dirigeantes de l'association transposèrent des méthodes industrielles et commerciales dans le monde du volontariat féminin.

Comme le chapitre 4 tente de le clarifier, les activités de la WEIU reflétaient les points de vue de femmes de la classe moyenne. Ce chapitre traite du « problème domestique », la pénurie de main-d'œuvre à laquelle faisaient face les foyers des classes moyennes et supérieures à la fin du XIXe siècle. L'étude des aspects économiques de cette question brûlante fut une puissante incitation pour les réformatrices de la WEIU à prendre en main les outils des nouvelles sciences sociales. Elles utilisèrent l'analyse statistique pour enquêter sur le rejet massif du travail domestique salarié par les femmes, et pour étayer des propositions politiques visant à redistribuer « l'offre » de travailleuses entre différents secteurs de l'économie qu'elles jugeaient plus harmonieuse. Ce chapitre vise à clarifier la manière dont les diplômées de l'université et leurs consœurs aisées appréhendaient le travail domestique et les domestiques elles-mêmes. À la fin des années 1890, elles étaient fermement convaincues, comme en témoigne leur tentative d'« École des arts ménagers », que les travaux ménagers étaient, ou du moins

devraient devenir, un secteur d'activité comme un autre, et qu'ils n'attendaient qu'à être élevés au rang de profession à part entière.

Même si de nombreux officiers de la WEIU avaient des domestiques, elles employaient également des femmes comme personnel de l'association. Le chapitre 5 explore les relations entre les patronnes, leurs employées, et les productrices des magasins de l'Union. Une plus grande complexité organisationnelle et des budgets plus élevés à la fois exigeaient et rendaient possible le fait de rémunérer une main-d'œuvre initialement bénévole. Comment les cadres de la WEIU travaillaient-elles en tant qu'employeur d'autres femmes au sein de la municipalité ? Dans quelles conditions tentaient-elles de mettre en œuvre une citoyenneté « relationnelle » fondée sur leurs liens avec d'autres institutions commerciales et publiques ? À la fin de la décennie 1900, elles se définissaient davantage comme pourvoyeuses avisées de services payants, que comme pieuses bénévoles. Cette nouvelle identité n'était pas sans ses contradictions. Ces réformatrices devaient faire face à des critiques, notamment celle selon laquelle elles reproduisaient des relations d'exploitation dans leur traitement des productrices, qui en vinrent à mener une « grève » en 1907-1908. Les dirigeantes de l'association furent également partagées lorsque leurs propres employées leur demandèrent de prendre position sur le syndicalisme, et elles firent face à des représailles politiques lorsqu'elles tentèrent de réformer les règlements municipaux sur les agences pour l'emploi. Dans l'ensemble, ces femmes instruites et confortablement bourgeoises considéraient que leur engagement social en faveur de la santé et du bien-être publics était comparable à celui des hommes d'affaires paternalistes avec lesquels elles collaboraient.

Tous les chapitres de cette thèse mettent en évidence la manière dont la WEIU construisait une solidarité féminine en rejetant les notions hiérarchiques de charité, défendant plutôt ce que ses membres appelaient des liens de « coopération » – des relations réciproques et mutuellement bénéfiques entre égales. Le chapitre 6, cependant, approfondit la fonction de l'Union en tant que lieu de rencontre et l'aspect social de ses activités. A ses débuts, l'association se voulait un tiers-lieu providentiel pour les femmes isolées et jetées « à la dérive » par les forces conjointes de l'urbanisation et de l'industrialisation. Ses fondatrices tentaient de créer un équivalent féminin à la *Young Men's Christian Union* (YMCU), proche parente de la *Young Men's Christian Association* (YMCA). Projetant une compréhension de leurs propres besoins en tant que femmes libres comme une expérience féminine universelle, les professionnelles blanches qui se sont jointes au médecin Harriet Clisby prétendaient établir un lieu de rencontre sûr permettant à des étrangères de se soutenir émotionnellement et

psychologiquement. La WEIU entreprit d'institutionnaliser ce qui relevait autrefois des relations personnelles, contribuant ainsi à l'expansion et à la formalisation des réseaux sociaux féminins. Il s'avérerait plus difficile que prévu par les fondatrices de réaliser pleinement le rêve d'une solidarité universelle. Les années 1890 connurent à la fois une augmentation du nombre de membres et les difficultés d'un programme de conférences et de divertissements musicaux. Lentement, le foyer des sociabilités de la WEIU se déplaça des membres vers le personnel. Ce chapitre examine la vie sociale des employées de l'Union et leur culture professionnelle, révélant leurs points de vue à travers une étude de documents internes qu'elles rédigeaient et diffusaient. À la fin des années 1910, la WEIU avait achevé de rejoindre des réseaux professionnels féminins en plein essor, notamment grâce à sa collaboration avec le *Simmons Female College*, un établissement féminin à but professionnalisant.

Le dernier chapitre appréhende la WEIU comme faisant partie de réseaux associatifs féminins nationaux, régionaux, et locaux. Quelques années seulement après sa constitution, la WEIU de Boston fut rejointe par des organisations « sœurs » en Nouvelle-Angleterre et, dans les années 1890, dans des villes aussi diverses que Covington, dans l'Ohio, et Genève, en Suisse. Les premières présidentes de la WEIU encouragèrent le développement d'organisations similaires. La deuxième présidente, Abby Morton Diaz, en particulier, envisageait l'Union non pas comme un groupe isolé, mais comme un nouveau type d'institution urbaine. Le fait que des entreprises similaires aient prospéré dans des lieux parfois éloignés semble suggérer à quel point les préoccupations économiques de la WEIU trouvaient un écho auprès des femmes blanches par ailleurs actives dans d'autres mouvements de réforme. Le chapitre traite des clubs ouvriers hébergés par la WEIU à son siège social du 264 Boylston Street. C'est grâce à ses liens individuels et organisationnels avec le mouvement pour le droit de vote, le mouvement des clubs, ainsi qu'avec des projets locaux comme la *Woman's Rest Tour Association* (WRTA), un groupe d'entraide pour les voyageuses, qu'il est possible de définir ce que représentait l'Union.

Conclusion

Il peut sembler incongru de trouver dans un article de *Good Housekeeping* la définition qu'avaient les femmes étatsuniennes du « succès » professionnel au début du XXe siècle, mais il s'agit d'une conclusion appropriée à l'histoire de la WEIU. Dans un article de 1915, la journaliste Elizabeth King Maurer rapporte l'histoire de la veuve d'un tailleur devenue propriétaire de sa propre blanchisserie spécialisée après la mort de son mari, alors qu'elle-même était âgée de plus de cinquante ans. Au visiteur curieux, peut-être à Maurer elle-même, cette blanchisseuse montrait volontiers la première

pièce qu'elle avait gagnée et déclarait : « Le premier argent que j'ai gagné [...] Dire qu'une vieille femme comme moi, malgré tous les revers que j'ai connu, pourrait à nouveau gagner de l'argent, j'avais peine à y croire. Je mourrais de faim plutôt que de me séparer de cette pièce de cinquante centimes », que la journaliste décrivait éloquemment comme « l'incarnation de ses espoirs retrouvés, de sa nouvelle vie ». Au moment où elle était interrogée, seize mois seulement après l'ouverture de son commerce, cette blanchisseuse anonyme avait une employée permanente et embauchait à la journée deux ou trois autres femmes, au besoin. Dans les pages du magazine, elle était célébrée à la fois pour l'argent qu'elle gagnait et pour les « idéaux » qui l'animaient : son amour du labeur et la conception qu'elle avait de son métier comme d'un art à perfectionner. Bref, elle était l'entrepreneuse idéale – une identité qui lui permettait de revendiquer, en tant que productrice, une appartenance spécifique à la communauté des citoyens. Malgré son âge et son sexe, qui auraient pu se révéler disqualifiant, elle possédait « un emploi digne d'une honnête citoyenne ».

Alors que cette blanchisseuse anonyme aurait démarré son activité sans capitaux ni relations, celles-là mêmes qui la louaient travaillaient depuis plusieurs décennies dans l'espoir de donner à d'autres femmes les moyens d'atteindre un tel succès. Évoluant dans l'orbite des grands mouvements sociaux féminins de l'ère progressiste, les responsables de la *Women's Educational and Industrial Union* élaborèrent des stratégies pour améliorer l'accès des autres femmes à l'autonomie financière et à l'indépendance économique, mais elles le firent fait selon des paramètres bien définis – ceux de la classe moyenne. Ces paramètres déterminaient les emplois les plus prisés ainsi que les conditions qui faisaient d'un emploi rémunéré un vecteur d'indépendance. Pour ces ambitieuses bénévoles, dont beaucoup étaient actives dans les associations philanthropiques et les clubs sociaux de Boston, la carrière idéale était celle impliquant soit un travail intellectuel, soit un travail manuel hautement qualifié, lui-même nécessairement acquis par une formation spécialisée. Le fruit de ce travail, à son tour, devait mener à une « indépendance » – une situation de vie qui comprenait un cadre semblable à celui d'un foyer, mais pas nécessairement une famille à laquelle reverser son salaire. La première incarnation de la WEIU visait tout autant à apporter du lien social aux femmes isolées qu'à leur trouver un emploi, mais au début des années 1920, c'est ce dernier aspect qui l'emportait définitivement.

A la fois en parallèle et en marge du mouvement suffragiste, les WEIU du nord-est et des villes de la côte ouest aidaient les femmes indépendantes à trouver un logement ainsi que des professions rémunératrices. Les dirigeantes et les membres, qu'elles soient bénévoles ou salariées, œuvraient activement à changer la perception des travailleuses, surtout lorsqu'elles étaient blanches et de milieu

aisé. Au cours des années 1880 et 1890, avec la croissance du nombre de femmes poursuivant des études supérieures, les diplômées de l'université en sont venues à constituer le centre d'intérêt évident de l'organisation. En effet, elles avaient le plus en commun avec les « bénévoles professionnelles » qui consacraient leur temps et leurs ressources au fonctionnement de l'Union. Préparant l'opinion publique à l'idée qu'au moins certaines femmes jugées respectables en raison de leur couleur de peau, de leur origine sociale et de leur niveau d'éducation aspiraient à la possibilité de s'épanouir dans les professions de leur choix, la WEIU a occupé une niche bien définie dans le secteur caritatif de Boston et d'autres villes.

Pourquoi n'y eut-il jamais de fédération nationale des « Unions des femmes » ? Le « mutualisme inter-classe » défendu par l'Union, ainsi que sa condamnation des handicaps économiques des femmes, semblent avoir été suffisamment répandu, mais ces idées étaient plus facilement exprimées au niveau local. Dans sa brève étude de l'organisation de Buffalo, Brenda Shelton conclut que le succès même de l'association est ce qui conduisit à sa dissolution concertée. Après avoir établi une collaboration efficace entre la municipalité et d'autres organisations à but non lucratif, et leur avoir fait comprendre la nécessité des services sociaux qu'elle offrait, la WEIU de Buffalo n'avait plus de raison d'exister en tant qu'organisme autonome. Ses idées, telles qu'elles s'exprimaient puissamment dans les programmes qu'elle défendait, s'étaient dissoutes dans l'opinion publique. Une étude de la WEIU de Boston et de ses nombreuses organisations sœurs suggère que leurs idées sur le travail féminin existaient de manière rudimentaire dans d'autres groupes. Leur différence était principalement que la WEIU s'était donné pour mission d'agir en conséquence. Une étude de leurs agences pour l'emploi, de leur programme d'aide juridique, du « Befriending Committee » et d'autres, révèle des liens de plus en plus clairs entre différents types d'indépendance – économique, sociale et politique – et une compréhension du fait que le statut doublement dépendant des femmes pourrait être remis en question sur le marché du travail.

La croyance dans le principe de « coopération » sous-tendait l'entreprise même de l'Union des femmes. Ce principe guida la décision de la fondatrice Harriet Clisby d'ouvrir l'adhésion à toute femme prête à payer la cotisation annuelle de 1 \$, plaçant ainsi une sororité putative au-dessus de tout le reste. C'est plus tard que cette « coopération » prendra un sens économique et deviendra la relation harmonieuse tant souhaitée entre les employeurs et leurs salariés. Pourtant, tout au long de la période, des années 1880 à la fin des années 1910, un aspect de cette pensée a perduré : « l'union de toutes pour

le bien de toutes » était radicalement différente du modèle caritatif car elle reconfigurait la relation entre celles qui apportaient leur aide et celles qui l'ont reçu, posant une relation d'identité entre elles.

Lori Ginzberg décrit les stratagèmes utilisées par les réformatrices de la classe moyenne d'avant-guerre pour dissimuler le caractère commercial de leurs activités. Une étude de la WEIU clarifie la façon dont ces tensions purent se manifester et finalement se résoudre après la guerre de Sécession, lorsque les dirigeantes de l'association de Boston identifièrent leurs projets générateurs de revenus comme le moyen de devenir autosuffisantes, suivant leurs convictions. Au plus fort de la vague progressiste, elles plaidèrent pour que les patronnes aident les autorités à réformer le monde du travail de l'intérieur. Certaines de ces femmes ne se sont pas contentées de construire un appareil théorique ; elles-mêmes tentèrent de devenir de diriger des entreprises capables de réformer la société. Il existait néanmoins des écarts entre la théorie et la pratique ; l'organisation, en tant qu'employeur, était parfois tiraillée entre ses propres impératifs financiers, et les intérêts de ses collaboratrices.

En dernière analyse, cette thèse soutient que les idées développées par la WEIU constituaient philosophie fructueuse qui a complété le travail des suffragistes blanches de la classe moyenne. Répandues mais diffuses, complémentaires de la quête du droit de vote, ces croyances dans le besoin et le droit des femmes à devenir autonomes étaient présentées comme une version « pratique » et pragmatique des droits des femmes. En 1925, Lucile Eaves, chercheuse de la WEIU, co-rédigea un rapport sur les femmes « ayant un emploi rémunéré » à Brattleboro, dans le Vermont. L'étude était sous-tendue par le postulat selon lequel les femmes doivent être des travailleuses productives : comme les hommes, elles doivent contribuer à construire la richesse d'une communauté – mais, contrairement à eux, elles ne pourraient le faire si leur rapport au corps social restait parasitaire. Soulignant la valeur économique et sociale de l'indépendance de ces femmes, jusqu'à leur capacité à subvenir aux besoins des personnes à charge, Lucile Eaves conclut que « les entrepreneuses de Brattleboro gagneront une nouvelle énergie et un nouveau respect d'elles-mêmes lorsqu'il y aura une telle appréciation de leurs importantes contributions à la vie économique de la communauté [...]. »

De 1877 à 1925, la WEIU contribua à normaliser l'idée selon laquelle les femmes pourraient non seulement avoir besoin, mais aussi vouloir, d'une carrière – une activité génératrice de revenus unique et clairement définie autour de laquelle elles pourraient construire une partie de leur identité sociale et de leur appartenance à un groupe –, et qu'il était dans l'intérêt du public qu'elles puissent le faire.

“Un emploi digne d’une honnête citoyenne” : la recherche de la citoyenneté économique au sein de la *Women’s Educational and Industrial Union* de Boston (1877-1920).

Cette thèse porte sur la façon dont les réformatrices de la classe moyenne blanche américaine, également sympathisantes du mouvement suffragiste, concevaient l’indépendance économique. Par le biais d’une étude de cas de la *Women’s Educational and Industrial Union* (WEIU) de Boston, l’ouvrage met en lumière les efforts “pragmatiques” que ces femmes ont déployés pour améliorer l’accès des femmes à l’éducation et à l’emploi, vus comme complément à la campagne pour le droit de vote. De 1877, date de la fondation de la WEIU, et jusqu’en 1920, quand le Congrès permit l’accès des femmes au droit de vote, nous étudions les agentes d’une redéfinition de la perception de l’activité rémunérée par les femmes de la classe moyenne blanche. La WEIU se distingue d’autres organisations féminines contemporaines comme les clubs ou les settlement houses par ses efforts précoces pour établir le modèle d’une nouvelle institution urbaine dont le financement serait autonome. Les volontaires aisées qui géraient les restaurants et boutiques de la WEIU se sont ainsi créés une carrière commerciale aux accents philanthropiques, avec la volonté d’ouvrir des portes aux autres femmes de Boston. En considérant les programmes de la WEIU comme l’expression tangible d’idées sur la place que devaient occuper les femmes dans la société comme en politique, nous retraçons l’histoire de ses tentatives économiques pour corriger les inégalités de genre. Nous analysons également l’élaboration, socialement située, d’une nouvelle conception de l’indépendance féminine. Tout au long de la thèse, nous décrivons la façon dont la WEIU modelait une solidarité entre femmes qui rejetait les relations hiérarchiques descendantes ayant cours dans les œuvres caritatives, au profit de liens de “coopération” – quand bien même cette volonté d’ouverture dissimulait une vision relativement étroite de la féminité politisée.

MOTS-CLEF : droits des femmes; associations féminines; philanthropie; citoyenneté économique; coopération; entrepreneuriat; Progressivisme.

“A Work Worthy of a Dignified Citizen” : The Pursuit of Economic Citizenship in the Women’s Educational and Industrial Union of Boston (1877-1920).

This dissertation examines changing ideas of economic independence amid the white, middle-class reformers who sympathized with the American woman’s suffrage movement. Through a case study of the Women’s Educational and Industrial Union (WEIU) of Boston, this study highlights the “practical” efforts that such women undertook to enhance self-supporting women’s access to education and jobs, in a more expansive complement to suffragist activism. From 1877, when this class-bridging organization was founded, to 1920, when the US Congress removed gendered barriers to the right to vote, my project investigates the actors who worked to redefine perceptions of white, middle-class women’s paid work in a belief that this would help bring about their emancipation. The WEIU stood out from other female-led organizations like settlements and social clubs because of its early interest in developing the template for an urban institution with a self-supporting fundraising model. The affluent volunteers who ran the WEIU’s restaurants and shops fashioned a career in philanthropic business, endeavoring to create opportunities both for themselves and for Boston’s women. Treating the organization’s programs as the tangible expressions of ideas about women’s social and political roles, I trace the story of their attempt to redress gender-based economic inequalities and analyze the class-based conception of independence that they embraced. All the chapters in this dissertation highlight how the WEIU constructed solidarity between women and rejected top-down, hierarchical notions of benevolence by championing, instead, what they called “cooperation,” even as this purported inclusivity actually concealed a rather narrow vision of politicized womanhood.

KEYWORDS: women’s rights; women’s associations; philanthropy; economic citizenship; cooperation; entrepreneurship; Progressivism.

Université Sorbonne Nouvelle

École Doctorale 625 – Mondes Anglophones, Germanophones, Indiens, Irlandais et Études Européennes
Équipe d’Accueil 4399 – Center for Research on the English-Speaking World

4 rue des Irlandais 75005 PARIS
ed625@sorbonne-nouvelle.fr